

Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France, sous la dir. d'Olivier Fillieule, Sophie Bérout, Camille Masclat et Isabelle Sommier, avec le collectif Sombrero, Paris, Actes Sud, 2018, 1118 p.

Pierre-Luc Beauchesne

Volume 38, numéro 2, 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1062043ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1062043ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beauchesne, P.-L. (2019). Compte rendu de [*Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, sous la dir. d'Olivier Fillieule, Sophie Bérout, Camille Masclat et Isabelle Sommier, avec le collectif Sombrero, Paris, Actes Sud, 2018, 1118 p.] *Politique et Sociétés*, 38(2), 168–171. <https://doi.org/10.7202/1062043ar>

santé, avec un haut taux de prévalence du VIH/Sida.

Les conflits et les opérations de paix sont également les lieux de rivalités et de divisions linguistiques et géographiques. Dans le chapitre six, on apprend que l'Afrique du Sud entretient une relation plutôt conflictuelle avec les anciennes puissances coloniales et particulièrement la France. Elle a souhaité mettre à l'écart les ex-puissances coloniales et reléguer la Belgique et la France au second plan dans les dialogues interburundais et intercongolais (p. 130). Sa relation avec le Nigeria, l'autre grande puissance africaine, a été marquée tant par la coopération que par la concurrence. Tandis que les années 1990 ont été caractérisées par la rivalité entre les deux puissances lors d'incursions dans le domaine d'intervention traditionnel de l'autre, les années 2000 ont été l'aube d'une coopération économique et diplomatique soutenue entre les deux pays, notamment avec la création de la Commission binationale Afrique du Sud-Nigeria, le NEPAD et la transformation de l'Organisation de l'unité africaine en Union africaine (p. 138).

L'ouvrage se termine sur une note plus théorique, avec une analyse de la diplomatie sud-africaine comme étant en tension entre la *realpolitik*, avec la défense de ses intérêts nationaux, et la promotion des valeurs de démocratie et de droits humains. Dieng affirme que l'engagement sud-africain dans le règlement des conflits lui a permis d'aiguiser ses ambitions de pouvoir et ses intérêts économiques et commerciaux sur le continent (p. 154). Toutefois, ses interventions ne peuvent se résumer à la défense de ses intérêts nationaux, puisque le pays a été actif dans des processus de paix tant dans des pays riches en ressources naturelles que dans des États pauvres et enclavés (p. 158). Il note également qu'au cours des dernières années, la politique étrangère sud-africaine semble s'orienter de plus en plus vers la défense de ses intérêts, au détriment des valeurs démocratiques. Son désengagement à l'endroit de la Cour pénale internationale et la vente d'armes à des pays autoritaires

sont deux exemples où la défense de ses intérêts a primé sur sa responsabilité régionale.

L'Afrique du Sud entre émergence et responsabilité de Moda Dieng offre une bonne introduction aux débats et aux enjeux qui traversent la diplomatie sud-africaine en matière de paix et de sécurité sur le continent africain. Il est conseillé à toute personne désirent s'initier à la politique étrangère sud-africaine et en apprendre davantage sur sa participation dans ce secteur particulier. Les enjeux y sont présentés dans un langage clair et accessible à un public non universitaire. L'ouvrage sera toutefois moins utile pour les spécialistes de la politique africaine et de l'Afrique du Sud, qui seront laissés sur leur faim à plusieurs reprises avec des sections trop brèves, manquant parfois d'analyse, de nuances et où, parfois, le lien de causalité est plutôt présumé que démontré. Si le livre ne se démarque pas par son originalité et la qualité de sa réflexion théorique et de ses analyses, il n'en est pas moins une contribution bienvenue dans une littérature qui demeure somme toute maigre sur le sujet.

Stéphanie Bacher

École d'études politiques, Université d'Ottawa
sbach092@uottawa.ca

Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France, sous la dir. d'Olivier Fillieule, Sophie Bérour, Camille Masolet et Isabelle Sommier, avec le collectif Sombrero, Paris, Actes Sud, 2018, 1118 p.

Bien de choses se sont écrites sur Mai 68, et la fanfare éditoriale retrouve vigueur en 2018 à l'occasion de son cinquantième anniversaire. Au milieu de tout ce bruit et à contre-courant de mythes persistants, le collectif Sombrero propose une enquête sur les devenir biographiques des soixante-huitards français. Sans adopter les regards essayistes qui se font tantôt les « embaumeurs », tantôt les « fossoyeurs » (selon la formule de François Cusset) de la contestation sociale des années 1960-1970, cette

contribution donne à voir son héritage qui vit en les individus qui ont fait l'événement, et qui ont été faits par lui. Cet ouvrage est le résultat d'une enquête collective qui a mobilisé plus de 32 chercheurs et tout un « personnel de renfort » qui a collecté des ressources documentaires souvent explorées jusqu'alors sur les écologies militantes locales, 366 récits biographiques et 285 « calendriers de vie ». Le livre alterne entre des chapitres où palpète un matériau empirique foisonnant et qui sont construits autour d'énigmes spécifiques (les chapitres 2 à 9, 11 à 19 et 21 à 29) et un effort bien mené par les directrices et le directeur pour identifier ce qu'il y a de commun dans toutes ces histoires. Au fil de la lecture, se précise une mosaïque chatoyante qui multiplie les perspectives sur un même objet et brosse un portrait collectif complexe des devenirs soixante-huitards en France.

L'originalité de cette contribution provient des trois déplacements du regard qu'elle propose. Premièrement, elle descend de Paris et sort du Quartier latin pour considérer des capitales régionales (Lille, Lyon, Marseille, Nantes et Rennes) et reconstituer les configurations militantes de ces villes souvent ignorées dans les récits médiatiques et savants. Deuxièmement, elle donne la parole à des militant-e-s ordinaires qui ont peu participé à la mise en récit des événements alors que certaines trajectoires d'intellectuels fortement médiatisées en sont venues à incarner la génération 68. Troisièmement, elle ne propose pas une énième description du temps court de la crise de Mai-Juin 68, mais inscrit plutôt ces événements dans ce qui y est appelé les « années 68 » qu'elle fait commencer autour de la guerre d'Algérie, continuer tout au long des années 1970 riches en contestations, et finir au moment de l'élection de François Mitterrand en 1981. De plus, elle considère les croisements des histoires individuelles et collectives, l'articulation des temporalités vécues et historiques.

Dans le chapitre qui conclut l'ouvrage et dans lequel sont synthétisés les principaux résultats de l'enquête, Olivier Fillieule brosse un « Portrait de famille(s) » qui rompt

avec plusieurs mythes sur 68. Premièrement, la variété des histoires recueillies met à mal les explications homogénéisantes et psychologisantes de la genèse de la révolte décrite tantôt comme une « révolte contre les pères », tantôt comme le produit d'incohérences statutaires. L'enquête permet de désingulariser les engagements soixante-huitards et d'identifier des matrices de politisation telles que la famille et les pairs, l'école, les Églises, l'université, et les milieux de travail que l'on retrouve en bien d'autres situations. Quant au contexte des années 1960, trois principaux effets de période sont identifiés : la présence dans la mémoire familiale des souvenirs de la Seconde Guerre mondiale, et puis de la guerre d'Algérie, la déstabilisation de différentes institutions d'encadrement (notamment l'usine, l'Église et l'université) et la « translation vers le haut de la structure sociale » (p. 978) causée par l'urbanisation et la diminution du poids des ouvriers dans l'emploi total qui soutiennent une forte mobilité.

Concernant les conséquences biographiques de l'engagement, ce regard rétrospectif sur les trajectoires permet de repérer les processus d'acquisition d'un sens pratique militant et de détailler comment la vision du monde formée lors des années 1960-1970 reste vivace. Par-delà le récit du retournement de veste construit sur la collection de quelques trajectoires médiatisées, l'enquête montre que les individus maintiennent jusqu'à aujourd'hui un rapport critique à l'ordre social (même si allégé de ses oripeaux idéologiques) et restent insérés dans des réseaux de sociabilité militante qui ont été maintenus depuis les années 1960 (ces conclusions sont cohérentes avec les travaux sur la gauche américaine, notamment ceux de Doug McAdam (1988) sur les mécanismes qui stabilisent les conséquences biographiques de l'engagement dans le projet *Freedom Summer*).

Le livre est divisé en trois sections qui correspondent à trois populations distinctes, bien que le multipositionnement soit la norme chez les soixante-huitards : les syndicalistes, les gauches alternatives et les féministes. Les analyses localisées

de ces milieux militants permettent d'en faire ressortir les spécificités. Du côté des syndicalistes généralement un peu plus âgés en 1968, les événements n'occupent pas systématiquement une place centrale dans la mise en récit des trajectoires militantes et la reconfiguration du champ syndical face à la dynamique de déstabilisation est limitée (chap. 1). Du côté des gauches alternatives, les « années 68 » en sont d'effervescence lors desquelles une multitude d'organisations qui prennent des couleurs locales se créent, se scissionnent, parfois disparaissent et partagent un projet révolutionnaire de renversement de l'ordre capitaliste (chap. 10 et 13). Du côté des féministes, dans les années 1960-1970, se construit un espace militant féministe relativement autonome des organisations de gauche (chap. 7 et 15) autour de causes nationales, mais aussi locales (chap. 21 à 24). Cette « deuxième vague » du féminisme se caractérise par une politisation de la vie privée, mais aussi par l'inscription des revendications féministes dans un projet révolutionnaire de transformation de la société (chap. 20).

Malgré ce qui distingue ces milieux militants et la diversité des trajectoires, les différentes analyses contenues dans cet ouvrage contribuent ensemble à éclairer les processus d'engagement, la « tension constitutive de l'engagement » (selon l'expression de Phillippe Gottraux (1997) à propos des engagements à *Socialisme ou Barbarie*) entre les différentes sphères de vie, et les difficultés de maintenir un engagement face au passage du temps et à la fermeture de l'horizon des possibles politiques.

Sur les processus d'engagement, les différentes contributions permettent de souligner la pluralité des instances de socialisation politique que traversent les individus et qui contribuent à modifier durablement le rapport qu'ils ont au politique. Le milieu familial (chap. 4 et 11), les institutions d'encadrement déstabilisées (chap. 2 et 12) et les milieux de travail (chap. 3, 5, 14 et 25) peuvent représenter des espaces de politisation. Quant au maintien de l'engagement, les rétributions matérielles et symboliques portées par l'activité militante et le rôle central

des sociabilités militantes (entremêlées aux liens intimes) apparaissent déterminantes (notamment chap. 28). Sur l'imbrication des différentes sphères de vie, des contributions s'intéressent notamment à l'articulation des vies professionnelle et militante. Le savoir-faire acquis dans le monde militant peut favoriser des reconversions professionnelles, mais l'engagement peut produire des difficultés liées à la discrimination syndicale ou à l'impression de renoncement qui accompagne l'accès à des postes d'encadrement (chap. 8, 17 et 26). Plusieurs contributions mettent en relief l'impact de l'engagement sur la vie personnelle et illustrent la politisation de l'intime (chap. 6, 16 et 27). Le volet statistique de l'enquête vient appuyer ce que les chercheurs trouvent dans les récits de vie, alors que moins de soixante-huitards sont mariés et davantage sont divorcés, et qu'ils ont moins d'enfants (*a fortiori* les féministes) que la population générale de la même tranche d'âge (p. 981). Finalement, les chapitres qui s'intéressent au devenir militant au-delà des « années 68 » et à la tension entre transformation de l'engagement et fidélité à soi semblent tirer le plus grand profit du dispositif d'enquête. Les trois milieux font face à des difficultés à la sortie des « années 68 » : crise du syndicalisme, deuil du projet révolutionnaire, *backlash* antiféministe. Les militante-s se retrouvent face aux nécessités de changer leur façon de lutter tout en restant fidèles à leur engagement. Se construisent par ailleurs des formes plus critiques et distanciées d'engagement qui peuvent conduire au désengagement, mais aussi à d'autres formes de participation vécues sur le mode de la continuité (chap. 9, 18, 19 et 29).

Changer le monde, changer sa vie constitue une ressource inestimable pour les chercheurs en sciences sociales, qui, depuis *Le paysan polonais* de William I. Thomas et Florian Znaniecki (1919) cité en exergue, trouvent dans les récits de vie le matériau par excellence pour comprendre une situation. La description au concret du montage de cette enquête collective dans l'introduction de Fillieule, les annexes qui reproduisent les outils de collecte et de traitement des don-

nées (notamment l'exposé de Thierry Rosier sur l'analyse des correspondances multiples dynamiques qui a permis de cartographier l'espace des devenirs soixante-huitards) et les remerciements qui donnent à voir les difficultés de mener à bien une telle entreprise universitaire et éditoriale sont autant d'éléments extrêmement précieux.

Pierre-Luc Beauchesne
*Département de sociologie,
 Université de Montréal*
Équipe de recherche PLURADICAL
*(Groupe de recherche sur le pluralisme
 et la radicalisation)*
 pierre-luc.beauchesne.1@umontreal.ca

La conférence de Québec de 1864 : 150 ans plus tard. Comprendre l'émergence de la fédération canadienne, sous la dir. d'Eugénie Brouillet, Alain-G. Gagnon et Guy Laforest, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Prisme », 2016, 374 p.

Le collectif dirigé par Eugénie Brouillet, Alain-G. Gagnon et Guy Laforest présente ce dont il a été question dans les exposés d'un colloque. En effet, du 16 au 18 octobre 2014, le Groupe de recherche sur les sociétés plurinationales (GRSP) et le Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie (CRIDAQ) se sont donné comme objectif, de pair avec la Faculté de droit de l'Université Laval, de « mieux cerner et comprendre l'émergence de la fédération canadienne », 150 ans après la Conférence de Québec de 1864 (p. 2). Publié à la fois en anglais et en français par différentes maisons d'édition, ce projet de grande ampleur est divisé, dans le livre, en cinq parties : 1) le contexte politico-juridique ; 2) les défenseurs du projet ; 3) les opposants au projet ; 4) les fondements moraux et 5) un retour sur l'historiographie, pour un ensemble de quinze chapitres en plus de l'introduction. Le but de l'ouvrage est de présenter « une compréhension mieux contextualisée des 72 Résolutions de Québec de 1864, fruit du travail de la Conférence et avant-projet structurant pour la loi fondamentale de 1867 [...] » (p. 9).

Dans la première partie exposant le contexte juridico-politique, Rachel Chagnon cherche à retracer les visions et les modèles du constitutionnalisme que portaient les Pères de la Confédération (p. 28). Présentant des promoteurs de l'union des colonies de l'Amérique du Nord britannique (AANB) comme Joseph Cauchon, l'auteure mentionne aussi des détracteurs comme Antoine-Aimé Dorion. Elle porte attention spécialement aux mécanismes judiciaires de la nouvelle entité fédérale, notamment le Comité judiciaire du Conseil privé (CJCP) (p. 32-33), au thème de la démocratie (p. 34-36), au fédéralisme, y compris le changement de terme de « fédération » à « confédération » qui se produira à la Conférence de Québec (p. 37). Chagnon présente également les modèles de constitutions qui ont inspiré les Pères de la Confédération, soit le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis (p. 39-45). Marc Chevrier suggère dans le chapitre suivant que le modèle fédéral tel qu'adopté au Canada revenait à être un moyen de dominer les Canadiens français (p. 49-50), notamment en les minorisant de façon durable dans le nouveau modèle canadien (p. 55). Le dualisme de l'Union de 1840 n'a pas été conservé dans l'Union de 1867, alors qu'il aurait pu l'être, soutient Chevrier (p. 65). Phillip Buckner s'intéresse aux origines des habitants du Canada comme colonie britannique au moment de la Confédération (p. 71-74). L'« américanité » des rédacteurs des Résolutions de Québec n'est pas à sous-estimer, selon lui, qui va jusqu'à affirmer qu'« une chose est certaine : cette constitution fut élaborée par des Américains britanniques pour satisfaire des besoins américano-britanniques » (p. 89).

Les défenseurs du projet sont présentés dans la seconde partie. Éric Bédard met de l'avant la vie et les idées de Joseph-Édouard Cauchon, qui n'était pas à proprement parler un Père de la Confédération. Bédard relève que ses réflexions sur la Conférence de Québec reflètent ses critiques du modèle étatsunien ainsi que son conservatisme (p. 110) : il se méfiait des « abstractions » des Rouges (p. 112) ainsi que de « l'empire